

1. L'abstention exceptionnelle relativise toute analyse des rapports des forces. En dehors d'Europe-Écologie (+ 250 000), toutes les forces politiques ont perdu des voix sur les élections précédentes de 2004. Que telle ou telle soit parvenue à enrayer plus que d'autres la défection de son espace électoral n'est certes pas sans signification. Mais, moins que jamais, le scrutin n'a de valeur prédictive pour les scrutins à venir, et notamment les élections à participation plus dense, comme la présidentielle.

Année

**Abstention
1er tour**

**Abstention
2e tour**

1979

34,6

34,6

1985

33,3

33,8

1992

29,3

38,1

1998

39,6

45,0

2004

36,1

33,5

2011

55,7

55,4

2. Dans ce contexte de crise de légitimité de l'institution et du vote, l'évolution des rapports des forces est rassemblée dans le tableau ci-dessous. Au total, les déplacements globaux sont modestes. Ils sont faibles à gauche (malgré le doublement du score des Verts) ; ils sont plus importants à droite, où la percée du vote frontiste perturbe un peu plus encore l'hégémonie de l'UMP. En tout cas, l'affaiblissement cantonal continu de la droite a permis à la gauche, pour la première fois depuis trente ans, de repasser devant elle et d'inverser le rapport des forces de 2004 (49,5 % contre 48,2 %), mais sans qu'elle retrouve les hauts niveaux des années soixante et soixante-dix (56 % en 1979).

% exprimés

1985

1992

1998

2004

2011

Ext Gauche

0,6

0,9

0,6

3,0

0,6

PCF

12,5

9,5

10,1

7,6

7,9

PS

26,4

19,0

23,7

27,9

24,9

Radicaux de gauche

—

0,9

1,1

—

1,5

Divers Gauche [[1](#)]

1,8

4,1

5,9

5,5

6,4

Verts

0,8

10,0

4,1

4,1

8,2

Centre- UDF

34,7

14,8

13,4

25,8

4,4

Gaullistes- RPR

—

14,6

13,7

—

17,0

Divers Droite

14,4

13,5

13,1

11,4

11,6

FN

8,8

12,3

13,7

12,5

15,2

Divers

—

0,2

0,6

1,8

2,3

**Total PC
+ ext. gauche**

13,2

10,3

10,7

10,6

8,5

PS + RDG

26,4

19,9

24,8

27,9

26,4

Total GAUCHE

42,1

44,3

45,4

48,5

49,5

Total DROITE

57,9

55,2

53,9

49,7

48,2

Sièges

1985

1992

1998

2004

2011

Ext Gauche

—

2

8

4

—

PC

149

108

136

108

116

PS

424

309

646

834

820

Radicaux de gauche

17

33

36

44

51

Divers Gauche [[2](#)]

—

95

151

200

199

Verts

—

3

3

12

27

Centre- UDF

525

497

330

68

74

Gaullistes- RPR

400

467

303

468

431

Divers Droite

—

430

341

265

264

FN

—

1

3

4

2

Divers

9

37

—

—

41

Total PC + ext. gauche

149

110

144

112

116

PS + RDG

441

342

682

878

871

Total GAUCHE

590

547

977

1190

1213

Total DROITE

925

1395

977

805

771

3. Le résultat est en demi-teinte pour le PS. Alors qu'il avait sensiblement progressé entre 1998 et 2004, en voix (+ 4,1 %) et en sièges (+ 188), il perd 3 % et 14 sièges en 2011, au détriment du PC et d'Europe-Écologie. En région parisienne, il ne réussit pas, une fois de plus, à éradiquer la petite couronne « rouge » malgré son alliance avec EE-LV. Il n'en reste pas moins qu'il reste la force centrale à gauche, alors que le magistère de l'UMP est sérieusement mis à mal à droite. Les Verts réalisent une bonne opération en gagnant 250 000 voix sur 2004 et en doublant leur pourcentage par rapport aux exprimés (de 4,1 % à 8,2 %) et leur représentation en sièges. Leur moindre implantation territoriale continue de les désavantager en scrutin cantonal par rapport à la gauche plus traditionnelle. Plus désappointant pour eux, ils n'ont pas réussi leur installation en Région parisienne, où ils pensaient écorner le capital du PC dans la petite couronne. En cela, se trouve interrompue la série qui, de Bègles (Noël Mamère en 1989) à Pantin (2001), avait vu les Verts participer à la mise à l'écart de vieilles municipalités communistes. La gauche de gauche dans son ensemble ne sort pas confortée du scrutin. Si le Front de gauche peut être satisfait de faire mieux que le PC de 2004 (cf. ci-dessous), sa progression ne compense pas le recul de l'extrême gauche qui a « zappé » cette consultation. Alors que l'extrême gauche avait fait une petite percée en 2004 (3 %), elle se retrouve dans ses basses eaux cantonales (0,6 %). Le total du PC, du PG et de l'extrême-gauche est donc passé, pour la première fois sur ce type de scrutin, au-dessous de la barre des 10 % des suffrages exprimés.

4. Le PCF peut souffler. À l'exception de 1998, où il avait été porté par la concomitance des cantonales avec des élections régionales fastes pour la gauche, il a reculé de façon continue depuis 1973 dans cette série de cantons (voir tableau ci-dessus). Cette fois, il progresse légèrement en pourcentages d'exprimés (+ 0,3 %) et en sièges (+ 8). Au final, l'option du « Front de Gauche » choisie par lui se sera révélée positive. Le Front dans son ensemble progresse de 1.3 % et de 13 sièges sur le résultat communiste de 2004. Par ailleurs, en faisant pression sur le ministère de l'Intérieur pour que l'on comptabilise à part les résultats du PC et ceux du PG de Jean-Luc Mélenchon, les communistes étalent au grand jour la place prépondérante qu'ils occupent dans l'alliance esquissée en 2009 (il est vrai que 84 % des candidats du Front de Gauche étaient membres du PCF). Manœuvre à double tranchant : le PC valorise son apport, mais relativise cruellement ses alliés du Front de Gauche, réduits aux yeux de tous à la portion congrue. Davantage encore qu'aux municipales de 2008, le PCF a donc montré qu'il conservait une implantation locale géographiquement inégale, mais au total non

négligeable. Sa résistance, amplifiée par la petite dynamique du Front de Gauche, témoigne de ce que l'espace politique français, dans une phase d'incertitude, n'est pas disposé à tourner le dos à cette vieille tradition contestataire et plébéienne qui fit les beaux jours du communisme politique en général et du communisme municipal en particulier. La bonne tenue de la « banlieue rouge » est en cela un signe intéressant de la possibilité d'envisager un autre avenir à la ville moderne que celui des « bonnes gouvernances » alignées sur les standards de rentabilisation inégalitaire des territoires. Les gains communistes dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis suggèrent ainsi que la messe du « Grand Paris » sarkozyen n'est sans doute pas dite.

5. Une première analyse des résultats cantonaux permet de nuancer, sans les infirmer, les données nationales évoquées ci-dessus. Cinq tableaux sont présentés en annexe. Les deux premiers sont des synthèses régionales. On y trouve les résultats régionaux du PC de 1985 à 2011, auxquels s'ajoutent les résultats du PG en 2011. Les quatre dernières colonnes indiquent l'évolution entre 2004 et 2011 : les deux premières mesurent l'évolution des scores des candidats communistes (PC), les deux autres celle du Front de Gauche dans son ensemble, incluant les voix du Parti de Gauche (PG) ; la différence est en chiffres absolus, l'indice tient compte du score initial (un indice 120 indique que le pourcentage a augmenté de 20 % de sa valeur de départ ; un indice 80 indique qu'il a diminué de 20 % de sa valeur de départ). Plus un indice est élevé, plus la progression relative est forte. Les deux tableaux régionaux classent les régions, l'un à partir de l'évolution indiciaire du PCF, l'autre à partir de celle du Front de gauche. Les trois autres tableaux s'attachent aux évolutions départementales. Ils présentent trois hiérarchies départementales (les 10 premiers et les 10 derniers départements) : le premier classe les départements selon l'importance du vote communiste en 2004 ; le second selon l'évolution indiciaire du PCF en 2011 (les plus fortes et les moins fortes progressions) ; le troisième selon l'évolution indiciaire du Front de Gauche.

6. Si l'on suit les données officielles publiées au lendemain du scrutin, le PCF se présentait dans 1 300 cantons environ contre 1 563 en 2004. Dans les cantons où il était présent en 2004, le PC avait obtenu 8,7 % ; sur le total des cantons où il est présent en 2011, il obtient 9,8 %. Dans 1 259 cantons, il est possible de mesurer l'évolution en 6 ans : on y trouve en effet des candidats étiquetés communistes aussi bien en 2011 qu'en 2004. Dans ces cantons, le PCF est passé de 9,4 % en 2004 à 10,4 % en 2011, soit un gain de 1 %. Dans cet ensemble, il progresse plus que la moyenne dans 715 cantons ; dans 544 cantons, au

contraire, il est en baisse par rapport à 2004. Les totalisations départementales donnent des indications intéressantes, et notamment en tenant compte à la fois des résultats du PCF et de ceux du Parti de Gauche. Les candidats communistes du Front de Gauche progressent sur le résultat PC de 2004 dans 49 départements ; ils régressent dans 46 autres départements. Dans 7 départements, les communistes voient leur pourcentage augmenter de plus de la moitié ; dans cette série, le seul département d'influence communiste importante est le Puy-de-Dôme. Sur l'ensemble des 49 départements où le PCF est en progrès sur ses scores de 2004, seuls 10 lui donnaient plus de 10 % à cette date. Les fortes progressions s'observent surtout dans des zones de faible implantation : sur les 27 départements où le PC était au-dessus de la barre des 10 % en 2004, les 2/3 stagnent ou régressent ; au contraire, sur les 27 départements où il avait moins de 5 % en 2004, 15 sont en progrès depuis cette date.

7. La prise en considération du total départemental du Front de Gauche accentue le phénomène. Dans huit départements, le Front de Gauche double ou fait plus que doubler le score du PC en 2004, notamment dans le Puy-de-Dôme ; dans 10 autres, il le fait progresser de plus de la moitié. Dans ces 18 départements, seuls le Puy-de-Dôme et la Charente donnaient plus de 5 %. En sens inverse, le FDG est au-dessous du score communiste de 2004 dans 25 départements, dont 10 avaient un score communiste qui dépassait les 10 %. Pour une bonne part, ces résultats différenciés traduisent des rapports différents à la démarche de rassemblement initiée sous l'étiquette de Front de Gauche. Dans certains cas, le label n'était guère plus qu'une manière d'éviter l'image d'un parti replié sur lui-même, le Front n'étant qu'une manière d'habiller la candidature communiste traditionnelle (pratique au demeurant encouragée par la prépondérance écrasante des candidatures de membres du PCF). Dans d'autres cas, au contraire, la dynamique de rassemblement a joué à plein, les trois composantes agissant de concert, parfois avec des essais de mobilisation citoyenne plus large. Dans une vingtaine de cas, enfin (Haute-Vienne, Alpes...), le Front de Gauche a même su dépasser son propre périmètre, jusqu'à associer localement le NPA et la Fédération pour une Alternative Écologique et Sociale (FASE). Dans le cas de la Haute-Vienne, l'ouverture est allée jusqu'au glissement sémantique (« Terre de gauche »). Au final, la hiérarchie du vote PCF n'a pas été bouleversée, mais elle s'est resserrée à son sommet et élargie à sa base. En 2004, 27 départements étaient au-dessus de 10 % ; ils ne sont plus que 21 en 2011. En 2004, 27 départements étaient au-dessous de 5 % ; ils sont 31 en 2011. Tout en haut, le Val-de-Marne est désormais le premier département, devant l'Allier, le Cher, les Hautes-Pyrénées et la Meurthe-et-Moselle. Le Val-de-Marne, en outre, a creusé l'écart avec la Seine-Saint-Denis : en 2004, le pourcentage de voix communistes des deux départements était respectivement de 15,8 % et 13,5 % ; en 2011, il est de 19,6 % et 14,3 %.

8. Globalement, le Front de Gauche a permis au PCF d'atténuer sa marginalisation dans quelques territoires de faible implantation, enrayant parfois le processus de marginalisation locale qui, depuis les années 1980, redonne à l'espace électoral du communisme français l'aspect d'un archipel [3]. En revanche, dans des zones d'implantation plus dense, la dynamique du front de Gauche a certes permis au PCF de réaliser de bonnes opérations en termes de sièges, dans le Nord, le Massif central et en Région parisienne. Mais le phénomène n'a pas joué massivement : les « bastions » d'hier sont loin d'avoir retrouvé leur dynamisme ancien. Si le Val-de-Marne, la Haute-Vienne ou les Hautes-Pyrénées profitent sensiblement de l'effet « Front de Gauche », c'est un peu moins le cas dans les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, la Seine-Maritime ou le Nord ; ce n'est pas le cas dans le Vaucluse, la Somme, le Var ou la Corse. La dynamique d'élargissement a joué pleinement en Auvergne, dans le Limousin, en Midi-Pyrénées et en Ile-de-France ; elle a moins fonctionné dans le Languedoc-Roussillon, dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Haute-Normandie ; elle n'a pas enrayé le recul en PACA, en Picardie ou en Corse.

9. Au total, les cantonales de 2011 auront délivré bien des messages préoccupants, au-delà même de la catastrophique mais fort explicable abstention. Alors que les études d'opinion révèlent un tassement certain des marqueurs symboliques « libéraux » (recul des valeurs associées au capitalisme, à la concurrence et à la privatisation) et un recul des valeurs xénophobes et sécuritaires, les indicateurs proprement politiques sont plus ambigus. Les difficultés du sarkozysme ont accentué la radicalisation de la droite, en élargissant et en banalisant l'expansion d'un Front national qui vise désormais son insertion dans le panorama de la droite, comme la pointe extrême de la droite davantage que comme une extrême-droite. Quant à la gauche, si elle progresse, ce n'est pas sur la base d'une radicalisation à gauche : si l'espace électoral du socialisme a été grignoté, c'est moins par la percée de son flanc gauche que par celle d'une écologie politique pour l'instant passablement recentrée. Autour des cantonales, la pression du phénomène Marine Le Pen et l'hypothèse plausible d'une présence du Front national au second tour vont-ils raviver la tentation des rassemblements vers le centre ? Le « Front républicain » du second tour n'a pas fait aux cantonales la preuve de son dynamisme électoral. Mais, en cas de radicalisation prolongée à droite, la propension au vote utile risque d'être forte à gauche. Jusqu'à quel point ?

<http://www.regards.fr/politique/elections-cantoniales-ce-que-disent>